

## CETTE SEMAINE

**Fonds d'indemnisation phytos : une adoption a minima en commission** p. 23

**Bruxelles propose à Washington de négocier, pas sur l'agriculture** p. 28

**Bruxelles veut, quand même, renforcer ses liens avec le Brésil** p. 31

**Œufs : « La transition vers l'alternatif rebat les cartes »** p. 36

**Viande bovine : la FNB s'inquiète de la forte décapitalisation en cours** p. 41

**Fongicides SDHI : « Pas d'éléments en faveur d'une alerte » pour l'Anses** p. 46

## ANALYSE

# Cinq ans après l'embargo, la Russie sur le chemin de l'autosuffisance

Près de 5 ans après la mise en place de l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux, la production agricole russe continue sa croissance en 2018, portée par un soutien croissant de l'État depuis 2014. Le pays s'est fixé des objectifs d'autosuffisance alimentaire d'ici 2020, une ambition en passe d'être atteinte en viande, à l'exception de la viande bovine, après l'avoir été en céréales. La Russie importe cependant toujours 21 % de ses besoins alimentaires. La stratégie alimentaire russe s'inscrit dans la politique d'autonomisation portée par Vladimir Poutine, un projet jusqu'à maintenant soutenu par la population, rappelle les spécialistes interrogés. Le « modèle russe » ne manque cependant pas de points faibles, que ce soit en termes de sécurité alimentaire de la population ou d'extrême concentration de la production dans les mains des agroholdings.

**L**e 20 décembre dernier, lors de sa traditionnelle conférence de presse annuelle durant laquelle il commente l'actualité russe et internationale, Vladimir Poutine s'est vu demander s'il craignait la perspective de nouvelles sanctions économiques américaines contre la Russie. « *Nous avons déjà prouvé que notre économie sait s'adapter* », a-t-il répondu à plusieurs reprises. Il y a fort à parier que l'agriculture était un des domaines que le chef du Kremlin avait en tête. Alors que les sanctions semblent avoir de manière globale un effet négatif sur les perspectives de croissance russe, « *l'agriculture semble l'un des secteurs économiques qui a profité des sanctions occidentales ou plutôt des contre-sanctions russes* », indique Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Instaurant de fait une forme de protectionnisme, l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux a été initié par Vladimir Poutine en réponse aux sanctions occidentales contre des dignitaires russes après la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée. Promulgué le 7 août 2014 pour un an, et

# édito

## Le risque volontariste

Cela ne fait presque plus aucun doute. L'agriculture a devant elle un chantier colossal, d'une envergure probablement équivalente, pour la France, à celui de l'après-guerre. Conséquence de l'avancée des connaissances sur le cancer, le climat, l'éthologie et l'écologie, l'agriculture s'embarque, bon gré mal gré, dans plusieurs décennies de grands changements. Face aux pouvoirs publics, les responsables agricoles ont de plus en plus intérêt à revendiquer leur volonté de relever ce défi, car l'agriculture n'est pas seule embarquée dans cette transition ; elle n'est pas la seule solution pour réduire les risques de cancer, le changement climatique ou les atteintes aux écosystèmes. Une concurrence pour les budgets de « transition » va vraisemblablement se développer, notamment avec d'autres vieux et grands secteurs comme le transport. En somme, les représentants du monde agricole sont portés à prendre une posture « volontariste ». Problème : électoralement, cette option reste périlleuse pour les syndicats agricoles, en particulier face au risque d'un pouvoir qui se paierait de mots. C'est l'impression que pourrait commencer à donner le nouveau ministre de l'Agriculture, qui multiplie les déclarations d'amour à la profession, mais pas plus que son prédécesseur, ne semble capable d'en apporter de preuves tangibles et significatives. En continuant de n'en point trouver, il pourrait mettre en difficulté les postures les plus volontaristes.

► **Mathieu Robert**  
Rédacteur en chef

# SOMMAIRE

Semaine du 28 janvier 2019 ► n° 3677

## ÉVÉNEMENT

Cinq ans après l'embargo, la Russie sur le chemin de l'autosuffisance

## POLITIQUES EUROPE

Conseil agricole : programme chargé 12  
Brexit : Phil Hogan dénonce les « discours fantaisistes » des responsables britanniques 15  
Pratiques commerciales déloyales : la nouvelle législation devrait être définitivement approuvée d'ici fin mars 16

## FRANCE

Prix abusifs : le gouvernement veut mettre les coopératives dans le rang 18  
Qualité : l'INAO « doit être co-acteur » de la loi Egalim et de la Pac 20  
Santé publique France publie ses nouvelles recommandations alimentaires 21  
Bio : un risque de perte de confiance du consommateur 22  
Fonds d'indemnisation phytos : une adoption a minima en commission 23  
Round up 360 : les syndicats majoritaires pour un « encadrement » du principe de précaution 24  
Lac de Caussade : des agriculteurs s'opposent aux gendarmes 25

## MONDE

Bruxelles propose à Washington de négocier, pas sur l'agriculture 28  
La FAO chargée de réfléchir à un « Conseil numérique international pour l'alimentation et l'agriculture » 30  
Bruxelles veut, quand même, renforcer les liens avec le Brésil 31

## ÉCONOMIE ANIMAL

Elevage: face aux détracteurs, les syndicats agricoles affirment leurs positions 34

Œufs : « La transition vers l'alternatif rebat les cartes » 36  
Lait : les perspectives s'améliorent mais un Brexit dur pourrait tout faire vaciller 38

Entrée remarquée de Cooperl dans le porc sur paille sous Label Rouge 39  
Porc : rebond des achats chinois attendu en 2019, pas avant la fin de l'hiver 40

Viande bovine : la FNB s'inquiète de la forte décapitalisation en cours 41

## VÉGÉTAL

Céréales : InVivo appelle à organiser la filière d'exportation 44  
38 Faucheurs volontaires relaxés pour « défaut de caractérisation des infractions » 45  
Fongicides SDHI : « pas d'éléments en faveur d'une alerte », pour l'Anses 46  
Fin des néonicotinoïdes: le long chemin de la lutte intégrée 48  
Pomme de terre : l'interdiction d'un anti-germinatif inquiète 50  
Vin : Didier Guillaume s'insurge contre l'importance donnée aux « petites phrases » 51  
Chanvre: la filière européenne plaide pour un retour au taux de 0,3 % de THC dans la prochaine Pac 52  
Pomme de terre: les producteurs veulent généraliser la force majeure climatique 53

## ENERGIE

Biodiesel argentin : inquiétude des filières européennes 56

## DISTRIBUTION

Agriculteurs et industriels alertent sur une guerre des prix dans la bio 58

## BLOC NOTES 60

## La Russie, toujours déficitaire en fruits et légumes

S'ils ne font pas partie des objectifs de la « doctrine sur la sécurité alimentaire », les fruits et légumes restent un défi pour la production agricole Russe. Le pays reste « structurellement déficitaire » dans le secteur, note le ministère de l'Agriculture Français. Si la production de légumes a augmenté de 11% entre 2013 et 2017, celle de fruits a baissé l'année dernière. Les fruits sont d'ailleurs la principale denrée agricole importée par la Russie en 2016, pour près de 3,8 Mrds €. Hors saison estivale, les producteurs russes ne couvrent que 50% des besoins des consommateurs en fruits et légumes. Ce qui expliquerait des tentatives d'investissements dans ce domaine, notamment vers la production de pommes. « Quelques milliers d'hectares seront bientôt en production » en 2019, avec du matériel d'origine française, explique ainsi une source diplomatique française à Moscou.

concernant la plupart des productions alimentaires (viande, produits laitiers, fruits et légumes...) originaires de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de l'Australie ou de la Norvège, l'embargo a depuis été étendu à d'autres pays et prolongé. Le 12 juillet 2018, le Kremlin a annoncé qu'il serait maintenu jusqu'au 31 décembre 2019. Une situation qui profite aux producteurs russes, déjà en pleine renaissance depuis le milieu des années 2000. Grand oublié de la période de transition après la fin de l'Union soviétique, la production agricole avait baissé d'environ 50 % dans les années 90, avant de repartir à la hausse, portée par le secteur emblématique des céréales. En 2018, la croissance de la production agricole devrait être de 1 %, un chiffre en baisse par rapport à 2017 (+2,4 %) et 2016 (4,8 %), si l'on se fie aux statistiques russes. Depuis 2014, la croissance de la production serait de 20 %. Autre indicateur significatif : la part de l'agriculture dans le PIB russe est en hausse. Après avoir chuté de 15,4 % du PIB en 1990 à 4,2 % en 2014, elle était de 4,7 % en 2016.

### « L'embargo n'est pas le seul facteur de croissance » de l'agriculture

« L'embargo n'est pas le seul facteur de croissance [de l'agriculture Russe] : les crédits de l'État au secteur ont sensiblement augmenté, la dévaluation du rouble depuis 2014 aide le producteur national et les récoltes ont été bonnes », insiste cependant Tatiana Kastoueva-Jean. En protégeant les producteurs nationaux d'une partie de leurs concurrents, l'embargo semble avoir accompagné un mouvement visible depuis plusieurs années et initié par les montants d'argent fédéraux injectés dans l'agriculture russe. « L'État, le gouvernement est la première source, le premier élan à ce rebond de l'agriculture », explique ainsi Stephen Wegren, directeur des études internationales de la South Methodist University (États-Unis), et spécialiste des enjeux agricoles en Russie.

Après avoir déclaré l'agriculture « priorité nationale » en 2005, Vladimir Poutine a formalisé en 2010 la « doctrine sur la sécurité alimentaire ». Celle-ci définit la sécurité alimentaire comme la capacité à reposer au minimum sur les importations pour satisfaire les besoins nationaux. Des objectifs d'autosuffisance à l'horizon 2020 sont ainsi définis par production : 95 % pour les céréales, 95 % pour les pommes de terre, 90 % pour le lait et les produits laitiers, 85 % pour la viande... Ses traductions politiques sont les programmes quinquennaux de « développement de l'agriculture ». Le der-

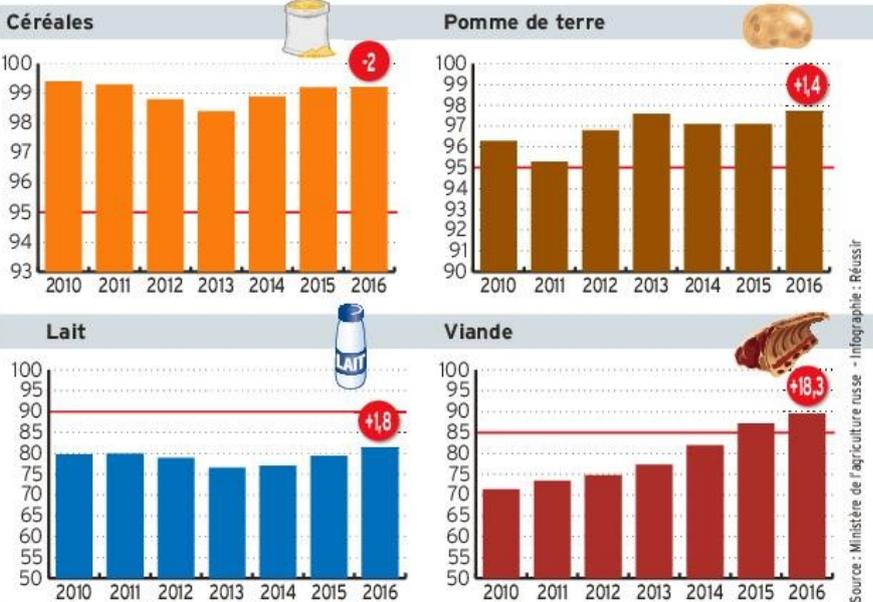
« L'État, le gouvernement est la première source, le premier élan à ce rebond de l'agriculture »

# ANALYSE

Cinq ans après l'embargo, la Russie sur le chemin de l'autosuffisance

## Évolution de l'autosuffisance par produits (2010-2016)

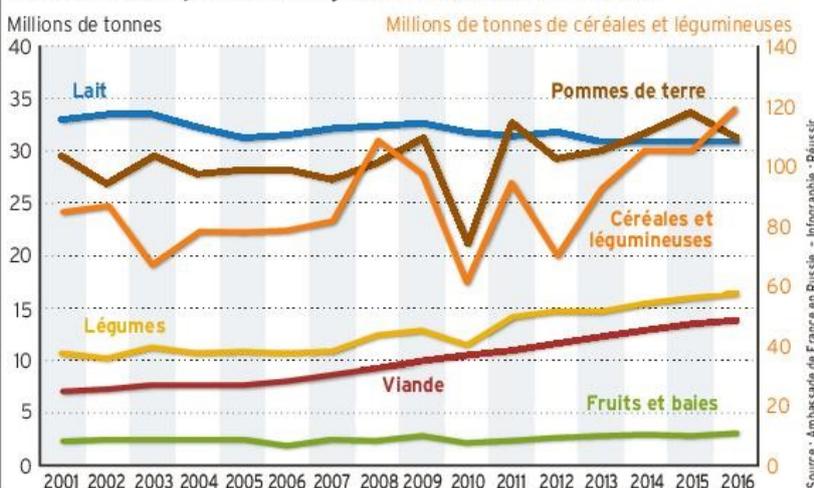
En % — Objectif de la "doctrine de sécurité alimentaire" ● Variation nette en % sur la période de 2010/2016



nier pour 2013-2020 prévoit de dépenser près de 52,5 Mrds € que ce soit sous formes de primes à l'hectare, de crédits subventionnés aux producteurs ou de primes à la qualité. Un chiffre important, mais à mettre en parallèle avec les 62,4 Mrds € dont la France devrait bénéficier au titre de la PAC sur la période 2014-2020. Abondé à moitié par l'État fédéral et à moitié par les régions, le programme russe met l'accent sur la production primaire mais également de plus en plus « sur la nécessité d'une structuration des filières avec le développement et la modernisation de l'aval », note le ministère de l'Agriculture français dans sa note consacrée à la Russie.

L'autosuffisance, en se basant sur les statistiques du ministère de l'Agriculture russe, était déjà une réalité en céréales ou en pomme de terre dès 2010. Elle est désormais atteinte également en viande, ce résultat global masquant l'augmentation de la production en viande de volaille (+200 % en 15 ans) ou en porc (+100 %) alors que le cheptel bovin continue de diminuer. En lait, malgré une hausse de la production et des aides ciblées de l'État, celle-ci reste au-dessous des objectifs fixés. « Les fermes ont du mal à gagner de l'argent sur l'élevage bovin. Le prix du marché ne couvre pas le coût de production. Le nombre de bœufs à viande ou pour le lait continue de décliner, malgré les aides pour la nourriture animale ou pour acquérir des animaux », note Stephen Wegren.

## Évolution de la production agricole russe de 2001 à 2016



## Les Russes regardent vers l'export

La perspective d'une Russie totalement autonome au niveau alimentaire doit d'ailleurs être tempérée. Le pays importe toujours 21 % de ses besoins agroalimentaires en 2017, même si celles-ci ont considérablement baissé (les importations représentaient 36 % de ses besoins en 2013). Et même si elle est labellisée « Made in Russia », une partie de la production agricole du pays est produite avec du matériel agricole, des semences ou des engrais d'origine occidentale qui ne sont pas soumis à l'embargo.

« La Russie va devenir un acteur majeur du commerce agroalimentaire mondial »

Malgré cela, les Russes affichent désormais des ambitions à l'export. « *Non seulement ils vont être autosuffisants, mais la Russie va devenir un acteur majeur du commerce agroalimentaire mondial* », prévient une source diplomatique française à Moscou. Devenu le premier exportateur de blé au monde en 2017, la Russie est également le 5e exportateur de céréales, notamment vers l'Égypte, la Turquie ou l'Iran. Le pays souhaite représenter 20 % du marché mondial à l'export d'ici 10 à 15 ans.

En viande de porc et de volaille, la Russie espère devenir exportatrice dès 2020. En 2017, le pays a déjà exporté près de 110 000 tonnes de viande de volaille, mais en a importé 98 000 tonnes, soit 10 % de la consommation du pays. « *La Russie vise désormais les marchés chinois et indiens, ou encore les pays du Golfe avec la production halal* », détaille Tatiana Kastoueva-Jean. Dernier secteur visé : le marché des huiles de soja, de colza ou de tournesol, ce qui explique l'importance donnée dans le dernier plan de développement au secteur de la première transformation (meunerie, trituration...). De manière plus globale « *le président Poutine souhaite qu'en 2024 les exportations agricoles doublent et atteignent 45 milliards de dollars*, rappelle Tatiana Kastoueva-Jean. *Il y a 15 ans c'était difficile à imaginer, la Russie était importatrice nette de la plupart des produits alimentaires* ».

RO

## « L'autonomie ne signifie pas la **sécurité alimentaire** »

**Si la production agricole russe est à la hausse et l'autosuffisance en ligne de mire, l'embargo et la politique du Kremlin s'accompagnent d'une concentration de la production dans les mains des agroholdings, et de conséquences pour la qualité de vie de la population. Celle-ci continue cependant à soutenir ces mesures.**

**S**i les taux d'autosuffisance en hausse semblent indiquer un certain succès dans la capacité à substituer des produits russes à des produits d'importations, « *l'autonomie ne signifie pas la sécurité alimentaire* », rappelle Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

En limitant la concurrence par rapport aux importations, l'embargo a certes aidé les producteurs mais a aussi favorisé la hausse des prix des produits alimentaires. « *Une des conséquences des contre-sanctions, c'est que les consommateurs payent plus cher leur nourriture* », constate Stephen Wegren, directeur des études internationales de la South Methodist University (États-Unis), et spécialiste des enjeux agricoles en Russie. Ce qui a des conséquences sur la qualité de vie de la population. « *Un rapport récent de l'Académie russe de la fonction publique et de l'économie nationale*

« Une des conséquences des contre-sanctions, c'est que les consommateurs payent plus cher leur nourriture »

## ANALYSE

« En mai 2017,  
65 % des Russes  
approuvaient  
l'embargo contre  
21 % qui en étaient  
mécontents »

*(Ranepa) pointe qu'en 2018, 50 % des Russes ont dû limiter leur consommation de produits alimentaires par rapport à 2013 à cause des prix qui grimpent, mangent moins équilibré, et dépensent plus pour l'alimentation. 34 % dépensent la moitié de leurs revenus mensuels pour l'alimentation, ce qui est un indicateur très élevé », rappelle Tatiana Kastoueva-Jean.*

### **Des interrogations sur la qualité des produits de substitution**

À cela s'ajoutent des interrogations récurrentes sur la qualité des produits de substitution aux importations présents dans les rayonnages et de leurs éventuelles conséquences sur la santé. C'est par exemple le cas des fromages ; dans la période immédiate après l'embargo, ceux à base de matière grasse végétale, notamment d'huile de palme, « ont contribué à limiter la crise de la consommation, en apportant une réponse bon marché à la demande des consommateurs », détaille Véronique Aguera, responsable du marché russe au sein du cabinet de consulting Gira.

Malgré cela, la population continue de soutenir massivement la politique des sanctions. « En mai 2017, 65 % des Russes approuvaient l'embargo contre 21 % qui en étaient mécontents (sondage du Centre Levada). Le protectionnisme est bien perçu, car il permet de défendre le producteur national, de créer les emplois, d'augmenter le produit régional brut, d'enrayer l'extinction de la campagne russe », explique Tatiana Kastoueva-Jean.

### **« Une concentration extrême de la production »**

Paradoxe : il n'est pourtant pas certain que le modèle de développement de l'agriculture prôné par le Kremlin profite à tous. « Le rebond de l'agriculture russe a été profond mais pas forcément large. Ce que cela veut dire, c'est qu'il y a une concentration extrême de la production. Quelque chose comme le top 25 des agroholdings produisent presque la moitié de la viande, 40 % des céréales, 60 % de la nourriture animale », explique Stephen Wegren. Grands bénéficiaires des subsides publics, compétitives à l'international, ces gigantesques entreprises à l'image de Miratorg, Rusagro ou Agrocomplex, ne représentent qu'une petite partie des 36400 structures agricoles de plus de 5000 ha héritières des anciens kolkhozes et sovkhoses soviétiques. Elles sont aussi les plus fortement mécanisées, un facteur potentiel de destruction d'emploi en milieu rural, et donc de migration interne. « Ce qu'un tel niveau de concentration devrait aussi nous amener à conclure, c'est que le rebond de l'agriculture dépend de comment ces fermes d'élites se portent, ajoute Stephen Wegren. Si les conditions se détériorent et que leur rentabilité baisse, cela impactera l'ensemble du secteur. »

**RO**

# Des contre-sanctions parties pour durer

**Outils de politique intérieur et extérieur, l'autosuffisance alimentaire et les contre-sanctions s'inscrivent dans la stratégie d'autonomisation de la Russie portée par Vladimir Poutine dans différents domaines économiques. Avec les tensions récurrentes autour du dossier ukrainien, la levée de l'embargo paraît impossible à court terme, selon les connaisseurs de la politique russe.**

« La dépendance à l'extérieur, la globalisation mal maîtrisée sont la hantise du Kremlin »

**É**pousant la volonté de Vladimir Poutine d'une Russie retrouvant son autonomie et sa capacité d'action dans le monde, la doctrine sur la sécurité alimentaire formalisée en 2010 s'est d'abord édifiée en opposition aux souvenirs des années post-chute de l'URSS. « Pendant les années de transition, les Russes ont manqué de tout, la plupart des produits alimentaires venaient de l'étranger : les cuisses de poulet américain (appelées par la population "les cuisses de Bush") ont marqué la conscience collective et Vladimir Poutine fait tout pour se démarquer de ces années qu'il appelle les années de "chaos" et de "développement sauvage" », rappelle Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie de l'Institut français des relations internationales (Ifri). L'objectif d'autosuffisance est donc autant un objectif de politique intérieure qu'extérieure. « La doctrine de sécurité alimentaire énumère clairement les facteurs qui y poussent : on y trouve autant les risques extérieurs (baisse de la croissance mondiale, épidémies du bétail et de la volaille, conjoncture politique internationale) qu'interne (baisse de l'attractivité du secteur agro-industriel pour les investissements, retard technologique) », ajoute-t-elle.

## « La globalisation mal maîtrisée est la hantise du Kremlin »

Une quête d'autonomie qui s'est accentuée avec la mise en place de l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux. « La dépendance à l'extérieur, la globalisation mal maîtrisée sont la hantise du Kremlin. Cette tendance a été accélérée depuis 2014 avec ce qui est interprété comme un comportement hostile de l'Occident. L'autonomisation est un objectif recherché à la fois dans les finances, les systèmes de paiements et de crédits, les industries (avant tout le complexe militaro-industriel), et l'agriculture », analyse Tatiana Kastoueva-Jean.

Dans ce contexte, il paraît difficile de pronostiquer une date de levée de l'embargo. Il est peu probable que la Russie revienne dessus alors que les sanctions européennes sont conditionnées au respect des accords de Minsk, qui sont dans l'impasse, et que les conditions de levée des sanctions américaines sont encore plus floues. « Les contre-sanctions ne sont pas près d'être levées. D'ailleurs, dans les prévisions économiques officielles russes jusqu'en 2024, les sanctions sont maintenues », relève une source diplomatique française à Moscou. Même si celles-ci devaient être levées, le retour opérationnel des Européens sur le marché russe n'est pas garanti après 5 ans d'interdiction. « Même s'ils mettent fin aux sanctions d'ici 2 ou 3 ans, nos productions alimentaires auront beaucoup de mal à retrouver leur place », pronostique cette même source. **RO**

**L'OMC doit rendre un nouveau jugement dans les prochains mois**

### À l'OMC, une procédure sans fin contre **l'embargo « sanitaire »**

L'UE a attaqué devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) l'embargo « sanitaire » instauré par la Russie sur le porc européen début 2014 en raison, officiellement, de cas de peste porcine africaine, mais pas l'embargo « politique » sur 30 catégories de produits agroalimentaires en provenance de l'UE, produits laitiers, viandes, fruits et légumes notamment, décrété par ce pays en août de la même année. Pour justifier ce dernier, Moscou a utilisé l'argument de la « sécurité nationale » qui rend particulièrement délicat sur le plan juridique un recours devant l'OMC. L'embargo politique répond aux sanctions économiques appliquées depuis 2014 contre la Russie en raison des actions de ce pays « déstabilisant la situation en Ukraine », sanctions que l'UE proroge de six mois en six mois, la dernière fois jusqu'au 31 décembre 2019. Dernier épisode en date d'une tortueuse procédure, l'organe de règlement des différends de l'OMC a décidé en novembre dernier la création, à la demande de l'UE, d'un comité d'arbitrage (panel) chargé de déterminer si la Russie a mis en œuvre correctement un précédent jugement de mars 2017 de l'OMC condamnant l'embargo sanitaire appliqué par ce pays sur les porcs vivants et produits du porc originaires de la Lituanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie, ainsi que sur les porcs vivants et certains produits du porc provenant de l'ensemble de l'Union. Moscou avait publié fin octobre 2017 un décret censé répondre à cette condamnation du « gendarme du commerce international ». Bruxelles avait alors fait valoir que les dispositions de ce décret n'étaient en fait que la prolongation des précédentes. L'OMC lui a donc donné raison et doit rendre un nouveau jugement dans les prochains mois. **FXS**

## Les fromages russes, une **fierté nationale** grâce à l'embargo

**Les objectifs d'autonomie alimentaire fixés par le gouvernement russe peinent à être atteints par la filière laitière. Mais l'embargo décrété en 2014 a largement permis au secteur des fromages de se développer pour approvisionner le marché domestique d'une large gamme de fromages russes.**

« **G**âce à l'embargo, les Russes ont substitué les importations de fromages par une production locale. Ils en sont très fiers », observe Véronique Aguera, spécialiste de la Russie pour le cabinet Gira. Pourtant le secteur

## La Biélorussie tire son épingle du jeu de l'embargo russe

« La Biélorussie a beaucoup profité de l'embargo russe », explique Véronique Aguera, responsable du marché russe au sein du cabinet de consulting Gira. En 2013, la Biélorussie exportait vers la Russie quelque 2,3 milliards d'euros de produits agricoles. Trois ans après, elle en exportait 3 milliards d'euros. « Pour les Russes, c'est normal d'acheter des produits biélorusses, ce sont leurs voisins », poursuit-elle. Mais la Russie, à la recherche d'autonomie alimentaire, cherche également à réduire ses importations en provenance de Biélorussie. « C'est un contentieux politique entre les deux pays », analyse Stephen K. Wegren, professeur spécialiste de la Russie à la South Methodist University (États-Unis). Les deux pays font partie de l'Union eurasiennne. « Il y a donc une liberté d'échange mais ces importations pèsent notamment sur la rentabilité du lait russe », explique le chercheur. En effet, le prix du lait de ce grand pays socialiste est « déconnecté de la réalité et très compétitif par rapport aux produits russes », indique Véronique Aguera. « Globalement, les exportations de produits laitiers biélorusses ont augmenté de 30 % vers la Russie depuis la mise en place de l'embargo ».

**Le secteur laitier est « la première priorité du gouvernement russe »**

partait de loin. En 2007, la Russie importait 44 % de ses besoins en fromages, 40 % en 2014. Mais les effets de l'embargo, décrété en 2014, se sont vite fait sentir car ce chiffre chute à 25 % en 2018, alors même que la demande domestique en fromages n'a cessé d'augmenter (+1,3 % par an entre 2007 et 2017).

Le secteur laitier est « la première priorité du gouvernement [russe] », explique le ministère de l'Agriculture français dans une note consacrée à ce pays. La Russie est le 7<sup>e</sup> producteur de lait dans le monde, mais elle en est aussi le 2<sup>e</sup> pays importateur mondial. « Le déficit de production de lait est estimé à l'heure actuelle à 8 Mt, mais serait, selon l'union laitière russe, de 15 Mt d'ici 2025 en raison de la diminution de la production de lait dans les lopins de terres des particuliers », renseigne le ministère.

### L'huile de palme en transition

« Le secteur laitier est peut-être un des secteurs où l'embargo a le moins bien fonctionné, notamment si on le compare à la production porcine ou de volaille, mais son efficacité a tout de même été redoutable, considère Véronique Aguera. L'objectif fixé par le gouvernement russe pour 2020 est atteint aux trois-quarts et ce n'est pas fini. Aujourd'hui, si l'embargo était levé, on ne reviendrait pas au niveau d'importation initial. Cela démontre l'efficacité de l'embargo sur le secteur du fromage. »

« Au début, il y a bien eu des difficultés avec une explosion de la production de fromages analogues », admet la spécialiste du marché laitier russe. Ces fromages sont des ersatz de fromages au lait de vache. Par manque de lait ou nécessité de faire des produits bon marché, ils sont également composés de matières grasses végétales – souvent de l'huile de palme. Un mix qui arrangeait aussi le gouvernement russe. En effet, ces fromages analogues garnissaient les linéaires lorsqu'il n'y avait pas assez de fromages disponibles.

« Le fromage végétal a permis de montrer que l'embargo a fonctionné, expose Véronique Aguera. Puis petit à petit, il y a eu davantage de lait et ils ont pu fabriquer davantage de fromages. »

## ANALYSE

« Les Russes sont particulièrement fiers des fromages, que produisent désormais de petites fermes russes »

### La collecte de lait progresse

Pour la première fois depuis la chute de l'URSS, la production laitière a augmenté en 2017, indique la note du ministère de l'Agriculture. Depuis 2013, elle s'était stabilisée après de longues années de déclin. Aussi, la production laitière russe atteindrait 31 millions de tonnes. Mais l'absence de recensement rend son chiffrage difficile. « Si l'on regarde la collecte de lait, elle a progressé de 1,9 % par an depuis 2007, observe la responsable du marché russe chez Gira Consulting. Et le rythme a récemment augmenté : + 2,7 % par an entre 2014 et 2018. Nos prévisions sont de + 2,5 % pour les années à venir. »

### Des camemberts russes

« Pour les entreprises russes régionales, l'embargo a été une bouffée d'oxygène. Elles se sont développées et sont maintenant bien présentes sur le marché domestique. Aujourd'hui, vous trouvez tout ce que vous voulez en fromages dans toutes les villes moyennes », témoigne Véronique Aguera. Les entreprises russes se sont emparées du segment des fromages de spécialités et fabriquent du parmesan russe, du camembert russe ou encore du brie russe. Des fromages dont la qualité n'est pas complètement comparable à leurs homologues européens mais qui répondent à la demande des consommateurs russes – qui n'ont pas tellement d'autres choix.

« Les Russes sont particulièrement fiers des fromages, que produisent désormais de petites fermes russes avec des équipements russes », confirme Tatiana Kastoueva-Jean, directrice du centre Russie de l'Institut français des relations internationales. « La hausse de la consommation de fromages en Russie va se faire avec les fromages fabriqués en Russie, pressent Véronique Aguera. La Russie ambitionne même de les exporter vers la Chine. »

AJ